

« Aucune volonté de fermer »

Le directeur de cabinet de la ministre de la Santé, Marisol Touraine, affirme que « tout sera mis en œuvre pour permettre la continuité du service, dès lors que la sécurité sera totalement assurée ». Donc quand l'hôpital aura recruté.

Stéphane Boutet

stephane.boutet@centrefrance.com

L'opération sauvegarde de la maternité continue. Cette semaine, les hommes et femmes politiques du territoire se montrent particulièrement actifs.

Une réunion, avec l'Agence régionale de santé et des médecins, s'est tenue lundi soir au Centre hospitalier régional d'Orléans. Mardi, le président du conseil régional, François Bonneau (PS), a contacté la ministre de la Santé, Marisol Touraine. Hier, midi, une délégation d'élus composée du sénateur Jean-Pierre Sueur (PS), des députés Marianne Dubois et Jean-Pierre Door (LR), du maire de Pithiviers Philippe Nolland (LR) et d'une vice-présidente du conseil régional, Anne Leclercq (PS), a été reçue au ministère de la Santé par Etienne Champion, le directeur de cabi-



MOBILISATION. Lundi soir, des membres du personnel de l'hôpital ont fait entendre leur voix au Centre hospitalier régional d'Orléans.

net de Marisol Touraine, et deux conseillers.

Des difficultés administratives

« Il n'y a aucune volonté politique de fermer la maternité de Pithiviers et de fragiliser l'hôpital en général. En revanche, nous sommes attentifs à ce qu'il y ait un service public de qualité, en toute sécurité », a expliqué en préambule le représentant du ministère, selon les participants contactés à la sortie de l'entrevue.

« Nous avons parlé de tous les contacts que nous avons, souligne Jean-Pier-

re Sueur. Il y en a de très positifs avec des praticiens, mais nous nous heurtons à des difficultés administratives. On a demandé que des internes de Tours puissent être dirigés sur des hôpitaux comme Pithiviers. Etienne Champion nous a dit que tout sera mis en œuvre pour permettre la continuité du service, dès lors que la sécurité sera totalement assurée. Le climat est donc positif, mais il reste beaucoup à faire. » Un avis partagé par les autres élus présents qui vont « travailler jusqu'au 5 avril », date butoir fixée

par l'Agence régionale de santé pour donner des solutions. Des gynécologues-obstétriciens, anesthésistes et pédiatres sont donc espérés au plus vite.

Soulignons également que les représentants syndicaux ainsi que deux membres du personnel seront reçus par l'ARS demain.

Un point d'étape sera fait mardi prochain au Centre hospitalier régional d'Orléans. La rencontre a été avancée d'une journée en raison d'un problème d'emploi du temps. Un temps qui presse, plus que jamais. ■